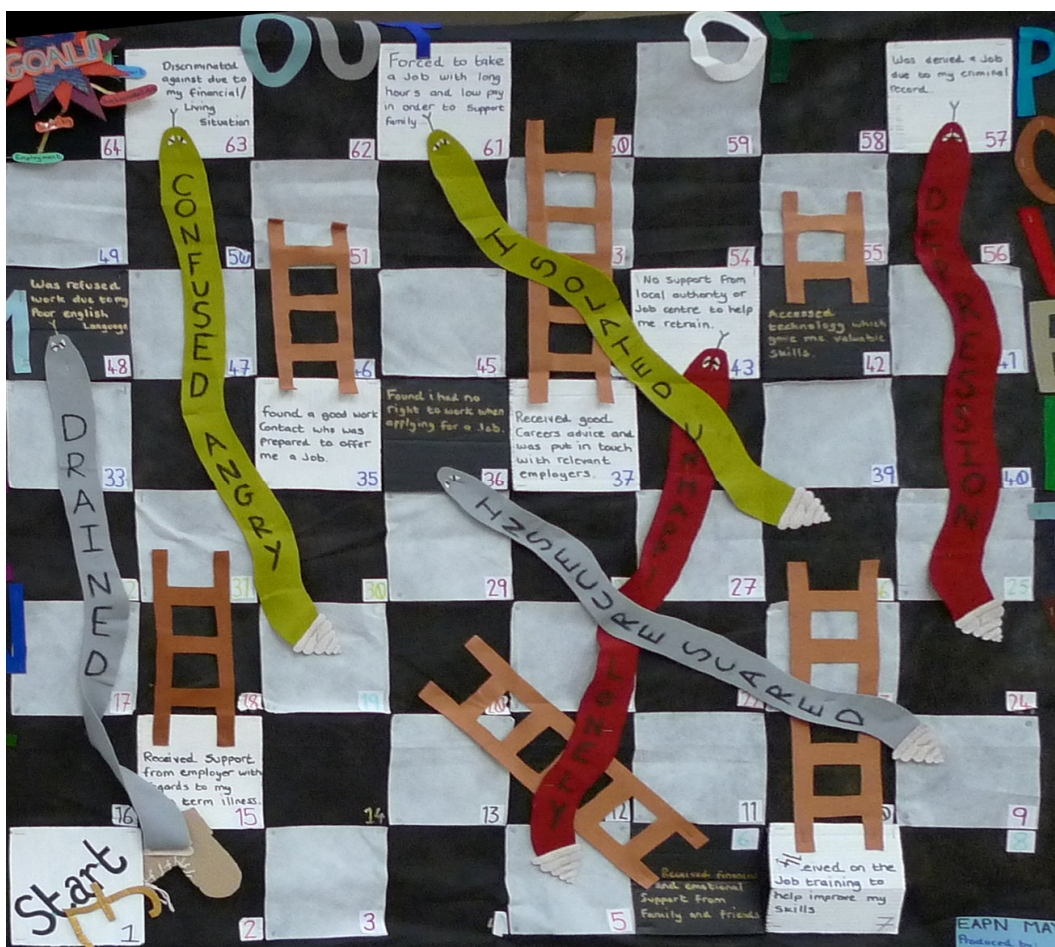


Relancer l'espoir et renouer avec les attentes

Sortir ensemble de la crise **Document de travail d'EAPN**

*Rédigé par le professeur Katherine Duffy pour EAPN, en collaboration avec
les groupes de travail d'EAPN*



Document de travail pour la Conférence EAPN **Sortir de la crise ensemble – Approches alternatives pour une relance inclusive, Vendredi 23 Sept. 2011, Bruxelles**

Table des matières

Introduction	3
Chapitre 6 : trouver une solution sociale et durable– les propositions d’EAPN.....	4
1.1. Mettre l’économie financière au service des populations	4
• Mettre un terme à la crise de la zone euro	4
• Gérer les déséquilibres concurrentiels et commerciaux, ainsi que les risques du moment	4
• La réforme et la réglementation des banques.....	5
1.2. Eviter un glissement vers une récession « en double creux » ou vers une longue période de stagnation	5
• Réduction lente des déficits, relance immédiate	5
1.3. Investir dans un avenir meilleur	6
• Combattre les inégalités de salaires et investir dans des emplois de qualité	6
• « Un pacte pour l’investissement social » favorable au développement.....	7
1.4. Soutenir la justice fiscale	8
• Une fiscalité progressive et l’impôt perçu comme un signe de solidarité citoyenne.....	8
• Une juste imposition des riches et des grandes entreprises	9
• Une taxe efficace sur les transactions financières.....	10
1.5. Passer d’une croissance verte à un développement durable.....	10
• Une croissance plus verte	10
• Un développement durable.....	11
1.6. Le rôle de l’UE et Europe 2020.....	12
• Combattre le déficit démocratique	12
• Consolider la stratégie Europe 2020.....	13
• Redynamiser le modèle social européen.....	14
• Confirmer les cadres nationaux des droits et le rôle de l’UE.....	15
1.7. Résumé.....	15

Introduction

Le présent document de travail se veut une note préparatoire à la conférence « *Sortir ensemble de la crise* » (23 septembre 2011), qui contribuera à l'élaboration d'un document de prise de position d'EAPN sur la crise financière, économique, politique, et surtout sociale, qui se propage doucement au sein de l'Union Européenne depuis 2008. Si EAPN s'y attarde sur les solutions envisageables, nous sommes conscients que le Réseau ne peut pas agir seul. En effet, Nous nourrissons les plus grandes craintes par rapport à l'impact qu'auront la crise et les solutions prônées par certains sur les risques de pauvreté, d'inégalité et d'exclusion sociale. Il s'agit pour nous de trouver des solutions alternatives sociales et durables en collaboration avec d'autres parties prenantes.

Le document :

- aborde les causes et symptômes de la "crise", ainsi que les conséquences des réponses apportées par les gouvernements dans leurs politiques économiques, et le rôle de l'UE ;
- insiste tout particulièrement sur l'impact social de la crise, principalement pour les personnes pauvres et vulnérables. Il met en avant les messages clés formulés par EAPN dans ses rapports 2009 et 2010 sur la crise et l'intérêt de la stratégie Europe 2020 quand il s'agit d'améliorer les conditions de vie ;
- propose enfin des solutions qui sont le fruit des efforts entrepris par EAPN et ses membres pour inscrire les solutions à la pauvreté et à l'exclusion sociale dans le cadre d'une stratégie globale de développement social et durable.

Le document jette les bases d'une future prise de position d'EAPN en faveur d'une approche alternative de la crise (section 4). Afin que la version finale de cette prise de position soit plus précise, nous souhaitons tenir compte des opinions des participants à la conférence. Nous accepterons également les contributions écrites. La prise de position sera finalisée par le Comité exécutif d'EAPN lors de sa réunion de novembre. Ensuite, nous l'utiliserons dans le cadre de nos activités de lobbying et de nos campagnes aux niveaux européen et national (grâce à nos réseaux nationaux). Nous espérons que la conférence nous permettra de renforcer nos relations de travail avec les personnes et les organisations désireuses de construire un avenir qui en vaille la peine et de développer avec nous des alternatives concrètes et une stratégie pour les réaliser.

Le document a été rédigé par le professeur Katherine Duffy, d'EAPN Royaume-Uni ; il s'inspire des rapports qu'EAPN a rédigés à partir des résultats d'enquêtes sur questionnaire menées auprès des membres du Réseau et des discussions menées lors des réunions des groupes de travail ces deux dernières années. Il se base plus particulièrement sur les rapports d'EAPN concernant la crise^{1 2}, sur notre analyse des programmes nationaux de réforme³ et sur les discussions menées lors des réunions des groupes de travail (sur l'inclusion sociale, sur l'emploi et sur les fonds structurels) et du Comité exécutif.

¹ EAPN 2009. [Cohésion sociale en péril : l'impact social de la crise et du paquet de relance](#), Bruxelles.

² EAPN 2011. [Projet européen : la régression ? L'impact social de la crise et des politiques de relance en 2010](#), Bruxelles.

³ EAPN 2011b. Analyse par EAPN des programmes nationaux de réforme (PNR) 2011, document d'information et questionnaire, Bruxelles.

Chapitre 6 : trouver une solution sociale et durable– les propositions d'EAPN

En 1935, le « New Deal » de Roosevelt comportait trois dimensions : *l'aide* (aux chômeurs); *la reprise* (de l'économie) et la *réforme* (du règlement financier). Non seulement a-t-on, dans ce cadre, construit de l'infrastructure, mais s'y est ajoutée une législation visant à soutenir les syndicats. Cela a permis de rééquilibrer le pouvoir entre les employeurs et les travailleurs. L'UE a besoin d'un nouvel accord (new deal) pour une reprise sociale et durable.

EAPN's view is that the main immediate reason for the financial crisis was a failure of financial governance. But this has deeper roots: in "group-think" neo-liberalism; globalisation in a weak regulatory framework; increased inequality in the west in a climate of declining solidarity and loss of public trust and confidence in political and economic institutions.

1.1. Mettre l'économie financière au service des populations

• **Mettre un terme à la crise de la zone euro**

Les investisseurs retirent leur argent des banques européennes. Ils ne font confiance ni aux banques ni aux dirigeants politiques européens.

A très court terme, l'Europe doit s'attaquer à la crise de la zone euro et mener la danse politique en montrant qu'elle accepte qu'une plus grande intégration européenne s'impose. Tout bien considéré, les réseaux d'EAPN pensent qu'une séparation désordonnée entraînerait plus de risques de pauvretés qu'un maintien de l'euro. Toutefois, le renforcement de l'intégration fiscale ne peut se faire au détriment des personnes en situation de pauvreté et des personnes à bas revenus (voir plus bas).

Il paraît indispensable d'apurer les dettes des pays européens qui sont confrontés aux plus grandes difficultés. On ne peut leur imposer des taux d'intérêt punitifs et une longue récession sous peine de détruire leurs économies, leur société et d'aigrir leur population.

Les réseaux d'EAPN souhaitent que la BCE (Banque centrale européenne) soit soumise à un contrôle démocratique. Ils soutiennent l'idée des euro-obligations, car le principe de solidarité s'inscrirait ainsi dans le modèle de gouvernance européen.

• **Gérer les déséquilibres concurrentiels et commerciaux, ainsi que les risques du moment**

Afin d'éviter que la monnaie unique ne connaissent à intervalles réguliers de graves déséquilibres dans la zone euro, la flexibilité doit être contrôlée. Dans l'ensemble, elle est nécessaire pour réduire la volatilité des taux d'intérêt et les risques de manipulations des devises. Sans cette flexibilité, la guerre économique que nous avons connue pendant la dépression des années 30 pourrait repartir de plus belle.

A l'échelle mondiale, on a largement discuté d'une nouvelle version dynamique des accords de Bretton Woods pour gérer les systèmes de taux de change. Toutefois, EAPN ne soutiendra pas cette idée tant qu'elle ne s'accompagnera pas d'une réforme globale des principes néolibéraux, qui sous-tendent les actions du FMI, de la Banque des règlements internationaux, de la Banque Mondiale et des autres institutions de l'ancien système de Bretton Woods. La stabilisation du système exige plus de réglementations des marchés financiers et des sociétés au niveau mondial.

- **La réforme et la réglementation des banques**

Warren Buffet, troisième homme le plus riche du monde et propriétaire d'une société financière, a qualifié les produits dérivés complexes « *d'instruments financiers de destruction massive* » et a refusé d'investir dans ces produits. La réglementation financière doit mettre un terme au « système bancaire casino », empêcher que les banques soient « trop grosses pour tomber » (*Too big to fail*) et veiller à ce que les petits épargnants soient totalement protégés contre les banques d'affaires en isolant les opérations commerciales et en les gérant séparément.

Les activités des agences de notation et des sociétés financières devront être plus transparentes et être mieux réglementées. Disons d'emblée qu'EAPN salue l'initiative prise par la Commission dans ce domaine et qui consiste à créer trois nouvelles agences de réglementation financière. Toutefois, celles-ci devront disposer de solides pouvoirs pour s'attaquer aux intérêts particuliers des sociétés financières.

1.2. Eviter un glissement vers une récession « en double creux » ou vers une longue période de stagnation

Si EAPN ne nie pas l'existence des déficits, il refuse de verser dans le sadomasochisme. Il n'est pas systématiquement nécessaire d'équilibrer les budgets et nous irons même jusqu'à dire que parfois, ce n'est pas souhaitable. Qui plus est, il existe une grande différence entre la dette publique et le surendettement de l'état. Les déficits et les dettes jouent un rôle dans la gestion des économies et dans le lissage du développement au fil du temps. Lorsqu'un ménage « réduit sa voilure », ses revenus restent inchangés. Lorsque c'est un gouvernement qui le fait, ses recettes fiscales et autres diminuent. Si nous opérons des coupes ensemble, nous allons connaître une croissance négative et l'état du budget et de l'endettement va s'aggraver.

- **Réduction lente des déficits, relance immédiate**

Face à une perte de production de 7,5% suite à la contraction de la demande en 2008, qui ne sera pas pleinement récupérée avant plusieurs années, un partisan de la doctrine keynésienne chercherait dans sa boîte à outils un instrument de politique fiscale et de dépenses. De nombreux gouvernements ont dépensé de l'argent – en signant un chèque en blanc pour assurer le sauvetage des banques. Les USA l'ont fait en dépensant un peu moins de 10 trillions \$, qu'ils auraient pu consacrer à n'importe quoi d'autre, les banques n'ayant pas changé un iota de leur comportement. Ne répétons pas la même erreur.

Il est possible de lever des fonds en empruntant à des taux d'intérêt historiquement bas et, donc, bon marché. Les gouvernements qui connaissent les déficits les moins élevés devront « donner le la » en relançant une politique de dépenses en interne et de transferts entre pays. La récompense en vaudra la peine : sauvegarder l'intégration européenne et gagner le respect de tous.

Pour que l'impact soit immédiat, les gouvernements devraient relever le pouvoir d'achat des personnes en situation de pauvreté (qui dépensent près de 100% de leur budget rapidement). Cela aurait également une incidence positive sur les budgets des gouvernements (une diminution des dépenses de sécurité sociale et une augmentation des recettes de TVA).

Dans l'ensemble, les taux d'emploi ont chuté à environ 64 % en Europe. Le « Comité sur la protection sociale » a déjà fait allusion aux taux très élevés de chômage chez les jeunes, chez les personnes peu qualifiées, chez les migrants non ressortissants de l'UE, ainsi que dans les régions défavorisées. Il est immoral de diminuer les prestations sociales et les pensions quand celles-ci se situent déjà toutes en dessous du seuil de pauvreté dans l'ensemble des Etats membres. En outre, pareil choix ralentirait la reprise. Cessons de diminuer, comme c'est le cas maintenant, les dépenses

de maintien des revenus. Au contraire, un engagement immédiat en faveur d'une augmentation des faibles revenus, assorti d'une révision à mi-parcours de la stratégie Europe 2020, serait faire preuve d'audace sociale, puisque les diminutions du revenu minimum ne se sont pas traduites par une augmentation du nombre d'emplois.

Au niveau européen, un engagement en faveur d'un cadre européen garantissant un revenu minimum adéquat équivalent au seuil de pauvreté (60 % du revenu médian disponible) pourrait jouer un rôle important dans la réalisation d'un tel objectif.⁴

Les budgets sociaux sont contracycliques et ont prouvé leur utilité lors de la première phase de relance qui a suivi la récession de 2008-2009, principalement dans les pays dotés d'un système fiscal plus progressiste d'un secteur associatif plus développé. La première étape devrait consister à protéger les budgets sociaux et à combler les grands trous détectés, par le Comité sur la protection sociale⁵ (2011), dans les filets de sécurité de certains Etats membres. Un des grands atouts est le rôle productif de la protection sociale et du revenu minimum, qui permet d'éviter les coûts sociaux à long terme, comme les maladies pour raisons sociales.

1.3. Investir dans un avenir meilleur

- **Combattre les inégalités de salaires et investir dans des emplois de qualité**

Les inégalités de salaires doivent s'atténuer si l'on veut contrôler la main mise sur les bénéfices financiers de la croissance qui est le fruit d'un accroissement des inégalités dans de nombreux pays.

Le classement prétendument « méritocratique » des emplois en « emplois à niveau de compétences élevés » et « emplois à faible niveau de compétences » et, partant, des salaires devient une convention. Ce sont les directeurs financiers, très bien payés, qui ont déstabilisé l'économie mondiale : sont-ils vraiment compétents ? De nombreux emplois faiblement rémunérés du secteur des services aux personnes, principalement dans le domaine de l'accompagnement, nécessitent un niveau élevé de *compétences sociales et relationnelles* (travail en équipe, clairvoyance, intelligence émotionnelle, empathie...) dont manquent cruellement, à en croire les critiques de certains employeurs, de nombreux diplômés hautement qualifiés. Toutefois, les compétences relationnelles ne sont pas monétisées dans la plupart des emplois « à faible niveau de compétences » et elles ne sont pas rétribuées à leur juste niveau (souvent, on estime que ces compétences sont "naturelles" chez les femmes et chez les personnes qui ont une vocation pour l'accompagnement ; or ces personnes sont surreprésentées dans ce type d'emplois). Il est décevant de constater que la stratégie Europe 2020 pêche par son manque d'engagement en faveur de la lutte contre la discrimination et par une absence flagrante d'actions déterminées. Il conviendrait de redynamiser la stratégie Europe 2020 afin qu'elle prenne cet engagement au sérieux. Les pays qui s'en sortent le mieux au niveau législatif et en matière de réalisations, devraient faire connaître leurs bonnes pratiques et prouver l'efficacité de leurs résultats.

Il est possible de relancer la création d'emplois en investissant dans des emplois verts et blancs (le secteur vert, les services sociaux et de santé, l'économie sociale). Toutefois, pour que ces emplois contribuent à combler le fossé des inégalités et réduisent efficacement la pauvreté, ils doivent être de qualité et s'accompagner d'engagements en faveur de l'augmentation salariale, de la garantie de la durée des contrats, de l'application des droits du travail, de l'accès à la formation, de la non-discrimination...

⁴ EAPN 2010b. *Document de travail sur la directive cadre sur le revenu minimum*, Bruxelles.

⁵ Comité sur la protection sociale 2011. *Evaluation par le CPS de la dimension sociale de la stratégie Europe 2020 CPS 2011/02/2/FINAL*, Bruxelles, Conseil de l'Union Européenne. P 15

EAPN appuie l'exigence de la CES pour un salaire minimum se situant à 60% du salaire moyen et pour promouvoir le concept d'enrichissement professionnel. Voilà, en effet, deux pistes vers l'emploi de qualité pouvant encourager les employeurs à soutenir l'objectif d'amélioration des connaissances sur le lieu de travail.

La création d'emplois doit également profiter aux personnes les plus exclues. De nouveaux engagements s'imposent si l'on veut garantir l'accès pour les personnes les plus éloignées du marché de l'emploi. Il s'agit d'offrir des parcours personnalisés, de mettre en place des approches holistiques et des mesures d'activation positive dans le cadre d'une approche intégrée de l'inclusion active.

• **« Un pacte pour l'investissement social » favorable au développement**

Plutôt que d'être simplement « favorable à la croissance », EAPN est « favorable au développement ». Le réseau soutient l'idée d'un « pacte pour l'investissement social » qui stimulerait les économies européennes.

D'après l'Observatoire social européen (OSE), tous les emplois créés pendant la durée de la stratégie de Lisbonne ont disparu lors de la « grande récession ». Certains des emplois perdus le sont pour toujours, tandis que d'autres emplois ne seront plus jamais les mêmes. La demande pour des emplois à niveau élevé de compétences va continuer à augmenter, notamment dans le domaine des technologies de l'information et des soins de santé. Toutefois, il subsiste un risque d'emplois précaires et de chômage dans le secteur des services. L'OSE fait remarquer que les politiques menées dans les pays scandinaves, qui ont mieux résisté à la crise, reposent sur une approche de protection sociale fondée sur l'investissement social. L'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Espagne se sont un peu inspirés du même type d'approche, contrairement aux pays du sud et aux pays d'Europe centrale et orientale.⁶

Un programme ambitieux d'investissement social dans l'éducation, la santé et les services sociaux et de meilleurs revenus pour les personnes à bas salaires et pour les bénéficiaires du revenu minimum pourrait restaurer la confiance des entreprises et des consommateurs à court et à moyen terme, sans sombrer dans une consommation exagérée ni devoir s'acquitter de largesses envers les banques (ce qui risque d'entraîner un exode des liquidités hors de l'Europe). Une intervention rapide pour prévenir et réduire la pauvreté ou pour améliorer l'état de santé de la population permettra de diminuer les coûts sociaux et économiques futurs.

En cette époque de mondialisation, l'UE devrait respecter ses engagements en matière d'aide au développement (0,7% du PIB) et tout faire pour que les objectifs du millénaire pour le développement⁷ se réalisent en investissant dans la lutte contre la pauvreté et dans la promotion de l'inclusion dans les pays pauvres. EAPN soutient les propositions de socle social minimum, appuyées par ailleurs par le BIT⁸. Le réseau est également favorable à une approche de co-développement attentif aux intérêts des communautés locales.

Plutôt qu'un nivellement par le bas, optons pour un nivellement par le haut – quel que soit le gagnant, nous mènerons tous une vie meilleure, nous serons en meilleure santé et mieux éduqués et nous jouirons d'une plus grande sécurité. Les personnes les plus en difficultés mèneront une vie plus agréable ; tout profit pour la cohésion sociale. En fait, pareille Europe serait l'Europe des

⁶ Vandenbroucke, F., Hemerjick, A. & Palier, B. 2011. L'UE a besoin d'un pacte pour l'investissement social. *Ose No. 5. Mai, Bruxelles.*

⁷ UN. 2011. *Objectifs du millénaire pour le développement* [en ligne]. disponible: <http://www.un.org/millenniumgoals/bkgd.shtml>.

⁸ BIT. 2011. *Socle de protection sociale* [en ligne]. Genève. Disponible : <http://www.ilo.org/gimi/gess/ShowTheme.do?tid=1321> [Accessed].

connaissances renforcées à laquelle aspire la stratégie Europe 2020 ; l'investissement social devrait donc être au cœur d'une Europe 2020 redynamisée.

1.4. Soutenir la justice fiscale

Nous ne dépensons vraiment pas de manière efficace. Une logique environnementale verte mettrait un terme au gaspillage de ressources car elle entraînerait une réduction des inégalités et, partant, des coûts, et qu'elle suspendrait le financement d'une production alimentaire industrialisée et des budgets de la défense. Nous pourrions ainsi ne plus dilapider l'argent dans des coûts que nous pourrions éviter (comme d'inutiles projets d'infrastructure, la gestion et la commercialisation des marques, la pollution et la gestion de ses conséquences). Nous pourrions enfin veiller à ce qu'un contrôle plus strict de la planification encourage une plus grande proximité des personnes, des services et des emplois...

Cependant, pour pérenniser les dépenses publiques et sociales, une justice fiscale est indispensable, complétée par des emprunts gouvernementaux afin d'investir dans des infrastructures et des services sociaux et durables, tandis que le ralentissement de la consommation privée des plus nantis serait compensée par une augmentation rapide de la qualité du bien public et de l'économie sociale. Vous trouverez ci-dessous quelques conclusions des débats menés au sein d'EAPN à propos de la justice fiscale.

- ***Une fiscalité progressive et l'impôt perçu comme un signe de solidarité citoyenne***

Les taxes à la consommation, comme la TVA et l'impôt à taux uniforme (qui permet aux riches de payer le même pourcentage de leurs revenus que les pauvres), ont un effet régressif sur les revenus et mettent à bas le principe de redistribution et l'idée même de justice sociale.

Dans l'UE, les pays d'Europe centrale et orientale sont à l'avant-garde du glissement qui s'opère d'un régime d'imposition progressive vers d'autres formes de fiscalisation, souvent encouragées par le FMI et la Commission européenne dans leur processus de sauvetage. Lors de la réunion du groupe « inclusion sociale » d'EAPN à Madrid en 2011, notre réseau hongrois a dit : « *Le gouvernement hongrois pense qu'il est plus juste de taxer la consommation – un nouveau concept de justice* ». Une raison invoquée en était l'évitement fiscal, notamment dans le chef des riches et qui se présente également sous la forme du travail non déclaré dans des professions aisées : « *des juristes et des docteurs qui ne délivrent pas de reçus – l'impôt est fortement volontaire.* »

D'après notre réseau polonais : « *en Pologne, toutes les entreprises s'échangent des factures. Qui plus est, il y a d'un côté l'emploi régulier qui ouvre le salaire minimum et ce qui se fait « sous la table » – le fait d'entreprises privées et d'agences publiques, d'où un grand risque de pauvreté avec l'âge. Si les indemnités ne sont pas rabotées, les critères d'éligibilité, eux, sont plus stricts.* »

Selon notre réseau slovaque : « *la Slovaquie connaît une « fuite » de ses travailleurs ; le chômage a chuté en raison de la tendance à l'émigration ; cependant, les revenus fiscaux et les charges sociales, pour leur part, ne reviennent pas en Slovaquie.* »

46 millions d'Américains ne payent pas d'impôt et la pression se fait de plus en plus sentir, dans certains pays européens, pour sortir les bas salaires du filet fiscal.

Toutefois, si on considère de plus en plus la fiscalité comme une « activité volontaire », plus nombreuses seront également les personnes tentées de l'éviter. Qui plus est, si la charge fiscale pèse plus lourdement sur les travailleurs de la classe moyenne qui, dans le même temps, auront accès à des services publics plus rares et de moins bonne qualité, c'est la solidarité avec les plus pauvres qui en pâtira certainement. Certains correspondants souhaiteraient que l'ensemble des indemnités et des pensions soient relevées et qu'elles soient rendues imposables, ce qui est déjà le

cas pour certaines, afin que l'impôt devienne un *principe de solidarité citoyenne* et que tous les citoyens aient intérêt à ce que les services publics soient de qualité et pertinents.

Dans l'ensemble, quand il s'agit de défendre les populations défavorisées et de garantir le financement des politiques publiques, les réseaux d'EAPN souhaitent qu'on règle les problèmes de déficits et d'endettement en fixant un autre équilibre entre réductions des dépenses et augmentations des impôts. Ils proposent plus d'impôts et des impôts plus justes (progressifs) ; ils veulent qu'on taxe davantage les riches et les valeurs immobilières et qu'on privilégie la lutte contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal. Ils soutiennent l'idée d'une taxe, proche de la taxe « Tobin », sur les transactions financières internationales, veulent éliminer les échappatoires fiscales et les paradis fiscaux, tout en fixant des taux d'imposition des entreprises et des « super riches » à un niveau relativement plus élevé que le taux des revenus de base. Certains de ces éléments sont approfondis ci-dessous.

- ***Une juste imposition des riches et des grandes entreprises***

Les néolibéraux privilégient les réductions fiscales au profit des « personnes à valeur nette élevée » et des sociétés, afin de les inciter à renforcer leurs activités et de les dissuader de cacher leur argent dans un quelconque paradis fiscal ou de se reposer sur leurs avoirs dans l'attente de pouvoir racheter un concurrent. Il semble que la recette pour convaincre les riches, c'est de leur donner plus de ce qu'ils ont déjà en suffisance, tout en donnant aux pauvres moins de ce qu'ils n'auront jamais. Non seulement l'idée est-elle ridicule et amoral, mais rien ne prouve que, lorsqu'on donne davantage d'argent aux riches, cela les encourage à créer de nouvelles entreprises. La plupart des nouvelles entreprises sont, au contraire, créées par des propriétaires modestes qui prestent de longues heures pour de faibles récompenses. L'argent serait mieux utilisé s'il était destiné à l'accompagnement du développement local (notamment en aidant les petites entreprises, l'économie sociale et les sociétés locales à accéder aux financements et à agir comme de bons employeurs). De même, il serait plus rentable de donner aux indépendants un accès aux pensions d'état, afin d'éviter que les menaces de grande pauvreté n'empêchent le déploiement de nouvelles entreprises.

On prête à Leona Helmsley (1983), un milliardaire américain qui a fait fortune dans l'immobilier et l'hôtellerie, les propos suivants : « *nous ne payons pas d'impôts, il n'y a que les pauvres qui payent des impôts.* »

Warren Buffet, dans les colonnes du New York Times du 15 août 2011⁹ s'exprimait dans ces termes : « *alors que les pauvres et la classe moyenne combattent pour nous en Afghanistan, et alors que la majorité des Américains éprouvent les pires difficultés à nouer les deux bouts, nous les mégariches continuons à bénéficier d'extraordinaires largesses fiscales... Comme il est agréable d'avoir des amis haut placés !* ». Warren Buffet voulait en fait dire que les milliardaires ont une influence politique exagérée et qu'ils ne payent pas la part d'impôts dont ils devraient s'acquitter, un constat qu'il applique également aux entreprises. Voilà qui spolie doublement les électeurs : de l'argent nécessaire pour fixer les priorités électorales et des responsabilités pour l'argent dépensé. D'après Buffet, les gens comme lui devraient être davantage taxés, notamment sur les plus-values (pour l'instant taxées à un taux inférieur par rapport aux revenus). Il a calculé que son taux d'imposition annuel était de 17,4%, soit près de la moitié de celui des ses employés.

D'autres « grandes fortunes » dans l'UE (comme en Allemagne, en France, en Italie, au RU et en Autriche) soutiennent l'idée de taxer davantage les richesses. Le nabab autrichien, Hanspeter Haselsteiner, y voit le prix à payer pour vivre dans une société socialement cohérente et pour éviter

⁹ Wearden, s. G. 2011. Buffet on the debt crisis: make billionaires like me pay more. *The Guardian*, 16 août, 25.

que les fortunés ne doivent se barricader dans leurs quartiers de riches.¹⁰ Epinglons une petite mesure positive avec l'annonce par le gouvernement français de son intention d'imposer une taxe supplémentaire de 3% sur les revenus supérieurs à 500.000 euros jusqu'à ce que le déficit soit résorbé, même si le taux d'imposition supérieur reste bloqué à 44%.

Les taux d'imposition des sociétés, pour leur part, varient fortement d'un Etat membre de l'UE à l'autre, même si la tendance à les diminuer est la même partout ; on trouve l'un des taux les plus bas en Irlande avec 12,5%. Pourtant, nombreuses sont les multinationales qui payent des montants ridiculement bas d'impôts sur leurs profits (citons l'exemple de Google, dont la devise est « ne faites pas de mal - "don't be evil"»). A l'échelon de l'UE, le gouvernement français a essayé de contrer ce nivellement qui affaiblit l'impôt sur les sociétés ; malheureusement, il est encore loin du compte, tant au niveau de la concurrence fiscale que de l'évitement fiscal.

• **Une taxe efficace sur les transactions financières**

L'idée d'introduire au niveau de l'UE une taxe sur les transactions financières reçoit maintenant le soutien de la Commission, du Parlement et du Conseil, plus de détails à propos de leurs propositions étant prévus pour l'automne. Si EAPN soutient cette campagne, le réseau se demande quel usage en sera fait : l'argent collecté servira-t-il à investir dans le social et à réaliser les engagements d'aide au développement (0,7% du PIB) ? Dans un entretien avec Euractiv¹¹ Michel Barnier, Commissaire en charge du Marché intérieur, a tenu ces propos : « *Nous pensons que les marchés supporteront sur la durée cette taxe pour autant que son taux soit modeste.* » La taxe serait « *techniquement facile à mettre en place, financièrement productive et politiquement soutenable* » étant donné les montants pharamineux d'argent des contribuables que les gouvernements ont investis pour sauver le secteur bancaire lors de la crise financière de 2008. L'argent collecté ne peut servir à remplacer les contributions nettes des Etats au financement européen, mais plutôt à créer des emplois dans le cadre d'un pacte d'investissement social, comme l'a récemment proposé la nouvelle Secrétaire générale de la CES.¹²

1.5. Passer d'une croissance verte à un développement durable

• **Une croissance plus verte**

Il faut réinscrire l'économie dans l'écologie, dans la société et dans la science des politiques.¹³

Les changements climatiques, induits par les émissions de gaz à effets de serre, ont affaibli la sécurité alimentaire, au même titre que l'abandon d'une certaine forme de productions alimentaires au profit d'exportations stimulées par les demandes en bioéthanol. Parallèlement à l'augmentation de la demande sur les marchés mondiaux, le prix des matières premières a grimpé tandis que les économies émergentes connaissent une croissance rapide (qui maintenant se ralentit). Ajoutons-y le problème de la spéculation sur les prix des matières premières dont se font une spécialité les firmes financières.

La Chine est devenue le plus grand émetteur de gaz à effet de serre (22,7 % du total mondial) loin devant les USA (19,73 %) et l'Union européenne (13,76%).¹⁴ Les populations les plus pauvres vivent

¹⁰ EAPN 2010a. *Explicatif sur la richesse*, Bruxelles, p.30

¹¹ EurActiv. 2011. *L'UE monte son dossier sur une taxe financière* [Online]. Disponible: <http://www.euractiv.com/fr/services-financiers/lue-monte-son-dossier-sur-une-taxe-financi-news-506681> [Accessed].

¹² CES 2011. *Communiqué de presse, août.*

¹³ Löwy 2002, dans Acıçı et Bünül (2011) p13

majoritairement dans les régions les plus dégradées sur un plan environnemental, que ce soit en Europe ou en dehors des frontières européennes.

Le « new deal » vert ¹⁵ et le new deal mondial vert ¹⁶ proposent d'investir dans des emplois en « col vert » dans les domaines de la réduction des émissions de carbone, de l'énergie, du transport et de l'infrastructure publique, ainsi que dans les technologies propres. Cependant, si la stratégie Europe 2020 s'est fixé comme objectif une croissance durable, elle ne contient aucun véritable plan pour une croissance des emplois verts. Les réseaux d'EAPN soutiennent l'idée d'emprunts obligataires pour des investissements d'infrastructure en faveur de la transition écologique en Europe dans des emplois qui seraient justes sur un plan social et environnemental.

Certaines politiques environnementales, malheureusement, risquent d'accroître la pauvreté chez ceux et celles qui ne pourront payer les coûts – accrus – des ressources naturelles ni changer leurs habitudes de vie, dans le cas où la politique vise d'en limiter l'utilisation. Ce constat s'applique particulièrement aux propositions visant à sanctionner les niveaux élevés de consommation de l'énergie domestique, les ménages pauvres et / ou les ménages dont certains membres sont âgés ou en incapacité de travailler, et qui vivent dans des logements de moindre qualité ayant peu de choix quand il s'agit de gérer leur consommation d'énergie.

Pour qu'il y ait une croissance verte soutenable, une distribution plus juste des revenus et des ressources s'impose et le gouvernement doit financer des investissements dans l'objectif d'un accès pour tous - y compris pour les populations les plus pauvres – aux technologies vertes et propres.

Une utilisation plus juste et un partage plus équitable des ressources exigent que nous contestions le contrôle qu'ont les multinationales sur les droits de propriété intellectuelle ; en effet, c'est ainsi qu'elles peuvent tirer des profits pharamineux des usagers et des gouvernements et protéger leurs marques commerciales (au lieu de financer les coûts de recherche et de développement).

• **Un développement durable**

Les organisations environnementales et sociales ont de plus en plus la conviction que les mécanismes du marché ne créeront jamais les conditions d'un développement environnemental durable et ne signifieront jamais l'arrêt de mort de la pauvreté. D'après elles, pour transformer nos modes de vie, nous devons abandonner la logique de la valeur d'échange au profit de celle de valeur d'usage.

Dans "*Prosperity without growth: economics for a finite planet*", Jackson¹⁷ est d'avis que les sociétés seront tenues de délier la prospérité de la croissance. Il démonte la thèse des économistes qui prétendent que l'on peut découpler la croissance de l'utilisation des ressources par une augmentation de l'efficacité et suggère qu'à l'avenir, les populations se concentrent sur leurs besoins, et non leurs souhaits. Il faut donc redéfinir le concept de prospérité dans une logique basée sur la famille et les relations : le « capital social ». Cependant, le risque existe que le capital social soit distribué d'une manière aussi inéquitable que la richesse. Si voilà vraiment les contours de notre avenir, nous devons privilégier les dépenses dans les infrastructures sociales pour prévenir, et combattre, l'exclusion sociale.

¹⁴ Acıçi et Bünül (2011) p6

¹⁵ Green New Deal Group 2008 *A green new deal: Joined-up policies to solve the triple crunch of the credit crisis, climate change and high oil prices. The first report of the Green New Deal Group. Disponible à l'adresse : http://www.neweconomics.org/sites/neweconomics.org/files/A_Green_New_Deal_1.pdf*, London, New Economics Foundation.

¹⁶ PNUE 2009. *Global Green New Deal: Policy brief disponible à l'adresse http://www.unep.org/pdf/A_Global_Green_New_Deal_Policy_Brief.pdf*.

¹⁷ Jackson, T. 2009. *Prosperity without growth?*, London, Sustainable Development Commission.

Si pareil agenda de *transformation* n'est pas prêt de voir le jour, nombreux sont nos membres favorables à un agenda de *transition*, articulé autour d'un « new deal » vert / social et durable ; à ce propos, EAPN pourra apporter ses nombreuses idées à propos de la consolidation de la politique sociale dans un contexte européen.

Qui dit « nouveaux objectifs » dit « nouvelles méthodes d'évaluation ». Au cours de sa Présidence européenne (2009), le gouvernement français a lancé une initiative visant à envisager des alternatives crédibles au PIB comme base d'évaluation des progrès accomplis, tant au niveau européen qu'à l'échelon international. Si la Commission européenne s'est emparée du dossier, notamment en investissant dans des indicateurs d'évaluation du bien-être, les ONG sociales ne sont pas systématiquement associées au processus et aucun mécanisme de consultation transparente n'a été mis en place. Pour évaluer les résultats accomplis dans l'objectif de transition, la stratégie Europe 2020 doit accepter rapidement d'inclure un indice humain / social et environnemental dans sa réflexion et dans son cheminement politique.

Un modèle de développement durable qui se respecte ne peut faire l'impasse sur la priorité d'éradication de la pauvreté monétaire. Si le bonheur se donne, la paix, la sécurité, l'inclusion sociale et la durabilité s'obtiennent.

1.6. Le rôle de l'UE et Europe 2020

L'Europe est à un croisement ! La stratégie Europe 2020 parviendra-t-elle à jeter les bases du renouveau ?

• **Combattre le déficit démocratique**

La course effrénée vers le profit a eu de nombreux effets : intensification du travail, couplée à une perte de qualité du travail et à un déséquilibre croissant entre les vies professionnelle et privée ; exploitation des travailleurs pauvres et des pays pauvres ; une consommation alimentée par le crédit et des financiers qui jouent avec l'argent des autres (ils prennent les profits et nous laissent réparer leurs dégâts). On siphonne de plus en plus les ressources des Etats providence pour rembourser les « dettes de jeu » des spéculateurs. Tout le monde sait que pareille attitude est insoutenable et nous devons nous engager, avec confiance, sur la route qui nous mènera à un meilleur avenir.

Au cours de la phase de la crise financière qui concernait les dettes souveraines, nous avons constaté un transfert du pouvoir vers des institutions et des organisations qui n'ont pas été élues. La réponse à la crise consistant principalement à accentuer les assauts contre les droits sociaux, l'aide sociale, la protection sociale et les services d'intérêt général, il apparaît de plus en plus clairement que les normes sociales, qui sont elles-mêmes le résultat d'un choix politique basé sur les valeurs d'universalité, d'équité et de solidarité, sont contestées par des intérêts puissants et que nous ne pouvons rien y faire.

Si la stratégie Europe 2020 semblait, dans un premier temps, jeter les bases d'un cheminement vers un modèle de croissance plus social et plus durable, contre tout espoir, il a renforcé un agenda néolibéral, du « tout au marché », qui fait des droits sociaux un produit collatéral du ruissellement, tout en bas de la liste des priorités. Alors que l'UE demandait de l'appropriation, de la responsabilisation et de la visibilité, nous constatons un manque de transparence, des règles imposées du sommet par des ministres européens des affaires économiques et des finances et par l'ECOFIN. La société civile et les autres acteurs sont sur la touche : ils sont exclus des débats, que ce soit au niveau européen ou national.

Nous voyons de faibles signes venant des nouveaux mouvements politiques et des manifestations de la rue qui semblent montrer que la population européenne n'est pas prête à laisser les choses en

l'état : le mouvement des 15M en Espagne en est la preuve, ainsi que ses déclinaisons ailleurs en Europe, les manifestations du peuple grec qui pousse un cri de refus (« nous ne pouvons pas payer et nous ne voulons pas payer »), sans oublier les manifestations (couronnées de succès) en Islande ni le nombre croissant de syndicalistes qui « battent le pavé » (citons la marche de la CES à Bruxelles en septembre 2010¹⁸). Au mois de mars 2011, jusqu'à un demi-million de personnes ont manifesté contre les coupes budgétaires au RU. En août 2011, des émeutes ont enflammé plusieurs villes anglaises. Aux frontières extérieures de l'Europe, 7% de la population israélienne sont descendus dans la rue pour exiger plus de justice sociale, tandis qu'ailleurs le printemps arabe n'est pas fini...

• **Consolider la stratégie Europe 2020**

A court terme, la stratégie Europe 2020 doit prouver son engagement en faveur de l'éradication de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

L'objectif chiffré de réduction de la pauvreté doit être renforcé, les indicateurs précisés et partagés, tandis que les procédures de suivi doivent être consolidées. La prochaine étape obligée serait que tous les Etats membres s'accordent sur un même pourcentage, comme c'est le cas pour les autres indicateurs. Dans le même temps, les objectifs en matière d'emploi et de formation doivent également être réalisés.

Cependant, des objectifs chiffrés ne suffiront pas. Ils doivent s'accompagner de politiques sociales et économiques plus efficaces, à l'image de celles que nous décrivons dans le présent document.

Une part accrue des Fonds structurels devrait être consacrée à l'objectif d'inclusion sociale, notamment par le biais d'approches intégrées d'inclusion active, afin que les ONG puissent accéder aux financements et participer à la gestion des programmes opérationnels.

Si nous voulons engranger des résultats, les objectifs sociaux, soutenus par la clause sociale horizontale, devraient traverser toute la stratégie macro-économique. Un glissement de cette nature exige un changement de mentalités et d'approches et que l'on remette en question le mantra économique néolibéral dominant. Cela signifie qu'un débat ouvert sur les alternatives s'impose.

A l'échelon institutionnel, il convient de donner plus de poids à la DG emploi (de la Commission européenne) et à l'EPSCO au niveau des conseil des Ministres, de rééquilibrer leur influence par rapport à celle des ministres des Affaires économiques et des Finances, afin qu'ils puissent jouer leur rôle de gardiens des droits sociaux et des engagements des Traités.

Il est tout aussi important de donner un nouveau rôle et un nouvel élan à la MOC sociale, sur base des objectifs communs de 2006, afin que l'on revienne à un engagement plus global en faveur d'approches multidimensionnelles garantissant l'accès de tous aux droits, aux ressources et aux services et renforçant ainsi le rôle central des régimes de protection sociale quand il s'agit de prévenir, et de soulager, la pauvreté. La plateforme phare, pour sa part, pourrait contribuer à la poursuite des priorités de la MOC : la Recommandation sur la pauvreté des enfants, la poursuite de la stratégie de lutte contre le sans-abrisme, l'application des principes d'inclusion active ; cependant son efficacité dépendra du degré d'appropriation et de participation dans le chef des autorités publiques et des parties prenantes.

Les objectifs de responsabilisation et d'appropriation de la stratégie Europe 2020 exigent que l'on s'engage dans un processus de gouvernance doté de fonds suffisants qui impliquerait tous les niveaux de parties prenantes dans les PNR et Europe 2020. La plateforme européenne est l'occasion rêvée de soutenir la mise en place de plateformes nationales de lutte contre la pauvreté, en lien avec les niveaux régionaux et locaux, capables d'associer directement les personnes en situation de pauvreté et leurs ONG, ainsi que d'autres acteurs sociaux, dans l'élaboration des PNR et des

¹⁸ Voir <http://www.etuc.org/a/7591>

stratégies nationales d'inclusion sociale et de protection sociale. Les ONG, et d'autres acteurs concernés, doivent corédiger avec la Commission européenne les lignes directrices relatives à la participation des parties prenantes, en adoptant, notamment, une feuille de route pour l'application des procédures d'évaluation et de suivi d'UE 2020 et en montrant comment des liens se nouent entre les niveaux national, régional et local.

- ***Redynamiser le modèle social européen***

A plus long terme, l'Europe doit se poser la question de son avenir et de l'intérêt de ses citoyens.

Elle peut poursuivre et accentuer ses efforts vers le néolibéralisme, avec les conséquences à long terme : plus d'inégalités et de pauvreté, et une plus forte pression (pouvant déboucher sur des conflits) sur des ressources naturelles de moins en moins communes et de plus en plus menacées. Ou alors, les Européens peuvent profiter des difficultés du moment pour aller vers une Europe juste et durable, dont les bénéfices rejailliraient sur la population, qui soutiendraient les droits fondamentaux, qui investiraient dans des Etats providence solides, dans une logique d'inclusion active garantissant un revenu adéquat, l'accès à des services de qualité et un accompagnement vers un emploi décent. Les Européens peuvent investir dans de nouveaux emplois dans l'offre de nouveaux services verts et sociaux qui répondent aux besoins locaux et communautaires.

Les nouveaux engagements en faveur de la gouvernance économique devraient s'accompagner d'un niveau égal d'engagements pour une gouvernance sociale et verte, dans un dialogue transparent et ouvert, en associant les populations directement dans les décisions qui concernent leur vie et en soutenant leur participation aux processus de budgétisation participative à tous les échelons des gouvernements.

Tout cela coûtera de l'argent et nécessitera une belle dose de solidarité pour que les transferts se fassent entre les riches et les pauvres, entre les communautés, les régions, entre le nord et le sud et pour que tous souscrivent à notre position financière. Mais cela ne coûtera aucune vie et la planète y survivra ! Voilà des efforts ambitieux pour un avenir plus vert, plus juste qui nous aideront à relancer l'espoir et à renouer avec nos attentes, principalement chez les jeunes. Voilà des efforts indispensables si l'on veut prendre le chemin d'une relance au bénéfice de tous et de toutes.

L'Europe connaît un foisonnement de réponses et de mouvements alternatifs. Il semble indispensable de se doter d'une approche stratégique à même de fédérer tous les acteurs autour d'un agenda minimum commun, de mettre en exergue les priorités clés et de développer un plan d'action pour une transition vers un modèle plus social et plus durable. EAPN souhaite garantir que les éventuels manifestes ou plans d'action qui en résulteront permettent réellement de combattre l'inégalité et la pauvreté en Europe et que le rôle des institutions européennes dans ces matières soit pleinement explicite. Si nous souhaitons associer les nouveaux mouvements sociaux, nous devons également envisager de nouvelles manières de travailler et de nous organiser. Toutes les propositions sont les bienvenues.

Un "Davos" social, chargé d'élaborer un agenda porteur sur base des forums sociaux mondiaux et européens, permettrait de mobiliser les troupes et de remettre en question les modèles néolibéraux de la société.

• **Confirmer les cadres nationaux des droits et le rôle de l'UE**

Les néolibéraux ont un objectif très clair : moins d'état et moins d'attentes par rapport à l'état. D'après l'Eurobaromètre¹⁹, les populations vivant dans l'UE font davantage confiance aux ONG qu'aux gouvernements ou qu'aux entreprises à but de lucre quand il s'agit de combattre la pauvreté. Pourtant, si les personnes, les groupes et les communautés doivent tous assumer leur part de responsabilités, les réseaux d'EAPN pensent que l'intervention de la société civile doit se faire dans un *cadre d'universalité et d'égalité* que seul l'Etat peut garantir. Les Etats ne peuvent déléguer ni délocaliser la responsabilité sociale. Comme la Hongrie l'a remarqué, il n'est pas tenable de dépendre des philanthro-capitalistes, dont l'humeur est trop passagère, pour financer des projets sociaux. Comme le RU l'a découvert, si 31.000 personnes âgées risquent de perdre leurs places en maison de repos parce que le principal fournisseur privé fait faillite, le public s'attend à ce que l'Etat intervienne et résolve le problème systémique.²⁰ Au rôle fort de l'Etat, doivent néanmoins correspondre des pratiques démocratiques et participatives plus efficaces au niveau local et, dans le contexte de la mondialisation, une plus grande coopération interétatique afin de garantir des normes sociales.

L'état est la solution que nous voulons apporter au problème de l'organisation de sociétés d'étrangers, tandis que nous voyons dans l'Etat-providence notre promesse collective de sécurité sociale et de justice sociale. Nous sommes l'Etat. Cependant, la crise a mis en avant l'exigence d'une plus grande participation démocratique aux côtés de nos gouvernements. A l'échelon de l'UE, on ressort souvent l'argument de la subsidiarité dans la politique sociale pour bloquer toute velléité de mettre en place un cadre européen d'application des droits sociaux et des normes sociales, tandis que, dans le même temps, la gouvernance économique de l'UE et d'autres initiatives (citons l'exemple de la Directive services) ne cessent de s'ingérer dans les politiques sociales des Etats membres. Nous ne pouvons laisser cette situation se perpétuer. Le rôle essentiel de l'Etat doit être reconnu et réaffirmé. S'il y a gouvernance économique, il faut la compléter d'une gouvernance sociale.

1.7. Résumé

Le néolibéralisme a fait son temps. Les gouvernements élus doivent montrer la voie d'une transition vers une meilleure société. L'UE devrait être prête à modifier les traités pour faciliter cette transition, notamment en y inscrivant les principes d'une gouvernance aussi bien sociale qu'économique, ainsi qu'un cadre pour des normes sociale européennes.

Vous trouverez ci-dessous un résumé des propositions d'action d'EAPN :

1. **Une gouvernance ouverte et inclusive** : une gouvernance plus démocratique et plus participative est souhaitable pour gérer les changements. Cela signifie que des efforts spéciaux s'imposent afin d'associer les pauvres et les défavorisés dans le processus décisionnel. La stratégie Europe 2020 pourrait servir de modèle aux PNR et aux stratégies nationales de protection sociale et d'inclusion sociale et accompagner la mise en place de plateformes nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en lien avec les niveaux régionaux et locaux.
2. **Sauver l'euro** : si tout doit être fait pour sauver l'euro, cela ne peut se faire au détriment de la solidarité entre les régions ou entre les riches et les pauvres. Nous voyons dans les obligations européennes et dans une gestion souple des déficits et des problèmes monétaires des instruments essentiels, dans le cadre de l'aide à apporter à l'Eurozone dans un mécanisme élargi

¹⁹ Eurostat 2010a. *Special Eurobaromètre 355. European. Commission. Pauvreté et Exclusion sociale. Rapport*, Luxembourg.

²⁰ Clark, T. 2011. Southern Cross exposes flaws in the choice agenda. *The Guardian*, 3 août, 33.

de stabilité financière. Une plus grande gouvernance économique au niveau de l'UE doit s'accompagner d'une véritable gouvernance sociale.

3. **Placer un plein emploi de qualité et la protection sociale au cœur de l'Europe** : il convient d'améliorer les Traités afin de mettre sur un pied d'égalité l'objectif de contrôle de l'inflation des prix et celui de gestion macroéconomique de la demande en vue du plein emploi et d'investissements dans la protection sociale. Sans cet engagement, l'UE ne peut aller vers une plus grande intégration fiscale ni vers une gouvernance économique accrue.
4. **Soutenir le rôle de l'état pour offrir une sécurité sociale universelle et équitable et celui de l'UE pour garantir des normes** : un engagement au niveau de l'UE pour un cadre de garantie de services d'intérêt général universels, équitables et attentifs s'impose encore et toujours. Il convient de mettre un terme aux transferts des avoirs de l'Etat vers des sociétés commerciales dans des secteurs où la concurrence n'est ni réelle ni réaliste, où les objectifs de rentabilité entrent en conflit avec les considérations et normes sociales et où les profits risquent de quitter l'Europe, laissant le peuple européen dans l'incapacité de récupérer les investissements de leurs impôts.
5. **Créer des emplois en plus grand nombre, de meilleure qualité et plus utiles - un pacte d'investissement social** : pour garantir notre avenir et une transition réussie vers des emplois « verts » et « blancs », un pacte européen d'investissements sociaux, privilégiant les dépenses pour l'enseignement, la santé, les services sociaux, la protection sociale et le revenu minimum, couplé à un « new deal » vert pour l'infrastructure physique privilégiant un logement, des transports publics et des services de réseaux à prix raisonnable en faveur d'une utilisation des ressources durables.
6. **Partager nos richesses et nos connaissances** : parvenir rapidement aux 0,7 % de PIB européen à investir dans les pays les plus pauvres, afin de réaliser les objectifs du millénaire pour le développement et de soutenir l'engagement pour un « socle social » plus large. Faire connaître les avantages de notre modèle social.
7. **Distribuer justement nos richesses** : pour garantir une juste distribution des revenus dans l'UE, une pas de géant consisterait à fixer un salaire minimum européen à un minimum de 60 % de la moyenne des salaires dans un pays donné, ou des normes sociales minimales communes à l'Europe, dans le droit fil des propositions de la CES, ainsi qu'un revenu minimum adéquat, au moins au niveau du seuil de pauvreté.
8. **Obtenir nos ressources de manière juste** : l'impôt devrait être encouragé comme un acte de solidarité citoyenne et payé de manière équitable par tous, y compris par les sociétés, par les ultra-riches et par les pauvres. Cela nécessitera d'appliquer un impôt progressif sur les revenus, d'introduire un impôt sur les richesses et une taxe sur les transactions financières, de fermer les paradis fiscaux, de mettre un terme aux échappatoires fiscaux et à la concurrence fiscale (notamment dans les impôts sur les revenus et les impôts des sociétés). S'y ajoute la nécessité de garantir de meilleurs revenus pour les pauvres.
9. **Privilégier les gens** : des approches intégrées d'inclusion active (avec la garantie d'un revenu adéquat et d'accès à des services et à des emplois de qualité) pour tous les âges et dans toutes les régions. Cela nécessite d'investir dans les ONG, dans les groupes locaux et dans l'économie sociale, en reconnaissant leur valeur ajoutée (confiance, proximité, innovation et inclusion) sans que ceux-ci ne viennent remplacer les services publics traditionnels.
10. **Soutenir les régions et les localités les plus pauvres** : une politique régionale plus active et plus sociale afin d'obtenir une croissance équilibrée et inclusive dans des industries et des services utiles, couplée à un accès facilité aux Fonds structurels pour les ONG. Obtenir que le FSE se concentre sur la lutte contre la pauvreté, par le biais de l'inclusion active, de services sociaux novateurs, de projets de création d'emplois et de développement local.
11. **Offrir les mêmes règles à toutes les entreprises et accompagner les petites entreprises** : une réglementation qui crée le cadre de relations équitables et transparentes n'est pas un « monstre bureaucratique », mais un outil essentiel pour que les affaires se fassent au mieux. Un accès

accru et facilité aux financements et aux mécanismes de soutien pour les petites entreprises sur fonds d'aide à la création d'emplois pérennes et de qualité et à l'innovation, et un accès plus aisé pour les groupes exclus.

12. **Evaluer les résultats engrangés** : aller au-delà du PIB et évaluer les progrès effectués par le biais de l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté et sur base des indicateurs communs de la MOC sociale (y compris l'indicateur d'inégalité et l'engagement en faveur de dépenses de protection sociale suffisantes et efficaces) transformés en indices du développement social et durable et du bien-être.